

Zabid au Yémen

ville inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en péril

Rapport de la mission de suivi réactif (9/24 mai 2001)

André Stevens
architecte belge, consultant international
représentant de l'ICOMOS
(International Council on Monuments and Sites)

Membres de la mission pluridisciplinaire

Monsieur Hadi Saliba (Paris)
architecte et consultant du Centre du Patrimoine mondial
Monsieur Hadi Eckert (Tunis et Sanaa)
socio-économiste et planificateur, consultant de l'Unesco
Monsieur Abdulhakim Kassim Al-Sayaghi (Sanaa)
architecte et directeur de projet auprès du GOPHCY
(General Organization for the Preservation of Historic Cities in Yemen)
Monsieur André Stevens

Louvain (Belgique) 15 juin 2001

Tel 32 (0) 16 48 81 29 / STEVENS / Fax 32 (0) 16 48 27 24

Rencontres

Personnalités rencontrées à Sanaa et Hodeidah (port sur la Mer rouge):

M. Abdul Wahab M. Al-Rawhani, Ministre de la Culture,
M. H.E. Mohamed H. Jaghman, ex-Ministre, Président du GOPHCY,
Monsieur le Gouverneur (préfet) de la province de Tihama, Hodeidah,
M. Jamal Majam, Public Relation Manager of GOPHCY,
M. Gianni Brizzi, architecte, économiste et représentant de la Banque Mondiale à Sanaa,
Mme Julia Thielebein, architecte au CATS (Centre for Architectural Training and Studies, Sanaa)
Mme Goudroun, réalisatrice et productrice de films, Vienne et Paris,
M. Makoto Yamatake, Premier Secrétaire à l'ambassade du Japon,
M. Benoît Tadié, Conseiller à l'ambassade de France, (Coopération et action culturelle),
M. François Burgat, Directeur du Centre français d'études yéménites,
M. Hussin Salah Ahmed Al Mahwity, Gitec-Dorsh Consult,
M. Dick A.J. Ter Steege, Team Leader, Urban Cultural Heritage Programme,

Personnalités rencontrées à Zabid,
lors de la réunion au Resthouse (21 mai, 10H30)

Etaient présents outre MM. Saliba, Eckert, Stevens et Al-Sayaghi:

M. le Secrétaire général du conseil local (adjoint du Sous-Préfet),
M. Youssef Al-Imbari, Directeur des Antiquités,
M. le Représentant du GOPHCY à Zabid,
M. le Directeur de la Sûreté,
M. le Président de la NGO (Organisation Non Gouvernementale de la sauvegarde des monuments et sites de Zabid),
M. le Directeur des Services municipaux (représentant du Ministère des Travaux publics),
et divers membres du Conseil local des élus.

Personnalités religieuses
rencontrées par MM. Saliba et Eckert à Zabid:

l'imam de Zabid (Haute autorité) et une dizaine de cheiks

Le rapport ICOMOS 1993

Dans un rapport établi par l'ICOMOS en octobre 1993, on pouvait lire "... On peut contester la valeur universelle de la ville. L'influence du style architectural est limitée à une région restreinte. Mais comme Sanaa ... est déjà inscrite sur la Liste du Patrimoine mondial pour des raisons similaires, l'inscription de Zabid ne semble pas justifiée. ... Le manque de véritables programmes de conservation et de gestion est alarmant, car la ville est aujourd'hui vraiment menacée."

Néanmoins la ville de Zabid fut inscrite en 1993 sur la Liste et en 2001 sur la Liste en péril, réunissant les critères suivants: altération grave des structures et du décor, altération grave de la cohérence architecturale et urbanistique, altération grave de l'espace urbain, carence d'une politique de conservation, menaces du fait de projets d'aménagement du territoire. Zabid représente l'un des 25 biens sur 690, inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. C'est M. Saliba qui poussa les autorités yéménites à demander son inscription sur la Liste en péril, ce qu'elles firent, par quel miracle!

La situation dramatique et l'état de conservation

Aujourd'hui, neuf ans plus tard, Zabid présente l'aspect d'une ville "non-visitable", "non-présentable" et même "repoussante", une catastrophe visuelle autant qu'humaine. Le constat est dur mais il reflète la réalité de notre visite, du 17 au 23 mai 2001. Dans la publication récente de Paul Bonenfant (Revue Saba, mai 1999), on peut lire "Dans les questionnaires que posent les agences de voyage à leurs clients, à la fin du séjour, il existe une question "Quelle visite faut-il supprimer dans notre itinéraire?" La réponse est malheureusement Zabid, dont les touristes gardent un souvenir de chaleur, de poussière, de saleté et de bruit". Tout est dit, Zabid est abandonnée depuis plus de 10 ans. Pourquoi?

Aux autorités interrogées à ce sujet (le GOPHCY entre autres), on nous répond inlassablement "Nous avons d'autres priorités". Il est malgré tout étonnant qu'en 10 ans, le minimum n'ait pas été fait pour ne fut-ce que contrôler les constructions nouvelles. Nous ne nous étendrons pas sur les responsabilités. Malgré les demandes répétées du GOPHCY, le ministère des finances a fait la sourde oreille. Si rien ne se passe, la Communauté internationale accusera le gouvernement d'avoir laissé Zabid à l'abandon. Devant un tel danger, Zabid réclame une priorité absolue. C'est comme si la ville était à reprendre à zéro!

Il y a aujourd'hui un réel défi à reprendre les choses en mains. Ce "challenge", l'Unesco peut le relever, mais pas seule.

D'accord avec MM. Saliba et Eckert, nous estimons qu'un tiers des constructions de Zabid ont été détruites et remplacées par des immeubles de 2 ou 3 niveaux (on parle même de 5) en béton armé et parpaings, soit quelque 800 à 1000 unités d'habitation sur un total de plus ou moins 2700 maisons (3000 abonnés à l'électricité). Les maisons abandonnées représentent 18 à 20% de l'espace bâti. Si on se base sur une moyenne de 7 personnes par habitation, la ville - qui se dépeuple - compterait 18 000 habitants, répartis

sur 65 hectares, à l'intérieur d'une enceinte disparue (autrefois symbole de l'emprisonnement).

Contrairement à Sanaa, il n'existe pas de municipalité. D'où l'absence de gestion communale. Rien ne vient du pouvoir central; rien ne vient du pouvoir local. Aucune planification; on fait n'importe quoi, n'importe où. Une trentaine de monuments auraient disparu ces 10 dernières années.

On assiste à la destruction de l'identité yéménite (représentée entre autres par les mosquées), remplacée par l'architecture arabo-islamique ou celle pseudo-moderne. Nous sommes loin de ce qu'on appelle "un fougueux instinct de préservation"!

Le rapport Bonenfant et d'autres

"On a vu assez d'experts. Place aux actes". Nous dit-on. Les recommandations de Paul Bonenfant, rédigées en 1993 et reprises dans la revue Saba, où il expose 34 actions de sauvegarde, restent plus ou moins d'actualité, même si la revue présente plutôt un catalogue d'actions à entreprendre, dont certaines en décalage par rapport à la réalité.

D'autre part, un rapport financé par la Banque mondiale (100 000 USD) a été rejeté par M. Brizzi, architecte et représentant de cette banque à Sanaa. Ce document ne proposait rien de neuf et n'était qu'une compilation de documents existants. Encore une entreprise qui n'aboutit pas!

Des actions mais aussi des mots

Zabid inscrite sur la Liste en péril mérite une opération d'urgence, faisable à court terme, limitée au départ par deux actions "le gel des permis de bâtir" (arrêt des destructions systématiques et des reconstructions) et "la propreté des espaces publics". MM. Hadi Saliba et Hadi Eckert ont directement abordé la question avec les autorités religieuses de Zabid.

Coup de génie. Le vendredi suivant, dans les mosquées de Zabid, le prêcheur s'adressait aux hommes, leur parlant de leur ville, de leurs biens, de leurs familles. En deux mots: "Vos parents vous ont laissé une ville belle et propre. Dans quel état la laissez-vous à vos enfants?" Le message est passé, suite à l'efficacité, la fermeté et le doigté de M. Saliba, et suite à la présence de M. Eckert, fin connaisseur du monde yéménite, qui par sa discrétion et sa sagesse a su convaincre les autorités religieuses.

Pas de rapport écrit, des mots, des directives en direct, sans passer par les ministères et d'autres administrations, tous en situation de survie.

Zabid, architecture et classement

Selon Bonenfant, l'architecture domestique de Zabid, en particulier la maison-cour, est l'une des plus riches et originales du monde arabe. Malheureusement elle se cache aux yeux de tout visiteur. Rares sont ceux qui ont le privilège d'y pénétrer. Les plus anciennes dateraient d'il y a 2 ou 3 siècles. On n'affiche pas la façade principale, sa vision se mérite!

Pourquoi avoir choisi Zabid pour un classement au Patrimoine mondial?

Outre son ancien rôle politique et culturel, la ville offrait jusqu'au début des années 90 l'avantage d'être restée vivante et bien conservée. Le conflit du Golfe (Tempête du désert) est à l'origine d'un déclin économique grave. De nombreux yéménites sont rentrés au pays, emmenant dans leurs bagages le modèle du "bunker saoudien", selon l'expression colorée de Monsieur Hadi Eckert.

Aujourd'hui la ville est défigurée par ce type de construction (qui n'a rien à voir avec l'architecture). La maison-cour, tournée sur elle-même et sa "privacy", a laissé la place à la "villa", offrant ses façades au tout venant, signe extérieur d'une soi-disant richesse qui coûte cher ; les ventilateurs et les appareils de climatisation ne sont pas donnés. Celui qui délivre les permis de bâtir se justifie en disant qu'il ne peut empêcher les familles d'améliorer la qualité de vie!

Enfin un hôtel de plusieurs étages est en cours de construction devant la porte monumentale Est, bâtiment restauré par le GOPHCY.

Abandon, résignation, aucune espérance

Comme dans d'autres pays musulmans, des "waqf" étaient constitués au profit des mosquées, des madrasas et d'autres lieux de rassemblement. Aujourd'hui le ministère des "waqf" (ministère des biens de main morte, une structure de pure ponction financière) ne semble pas retourner les sommes engrangées au bénéfice de ceux qui en ont besoin. La grande mosquée de Zabid recevrait 500 Réal (moins de 3 USD) pour son entretien. On ne s'étonnera pas de découvrir autour des mosquées des tas d'immondices que la population a tendance à ignorer superbement.

Zabid, ville au passé prestigieux passé, tant religieux que militaire et politique, se meurt. Certains disent "elle est déjà noyée". La ville a subi l'assaut de matériaux nouveaux (agglomérés de ciment, béton armé, tôle ondulée). Les ordures non-biodégradables (le biodégradable faisait le bonheur des chèvres, amatrices de papier et de carton) jonchent les rues. Une fois de plus c'est la qualité de vie des habitants qui est en jeu. Le marché du Nord de la ville est à la limite du soutenable; le poisson et la viande y sont vendus dans des conditions inacceptables.

Plan d'actions et mesures complémentaires

Un cœur à réanimer et tenir compte de l'arrière-pays

Zabid inscrite sur la Liste en péril, des fonds (pouvant aller jusqu'à 75 000 USD) pourraient financer une étude relative à un "plan particulier d'aménagement", limité au souk (200 000 USD pour la réanimation), son extension vers la porte Est (future zone de services), l'actuelle entrée de la ville et les espaces publics conduisant à la citadelle.

Il s'agirait d'un plan d'architecture et d'urbanisme, conduisant à la réalisation de constructions nouvelles (du qualitatif qui a valeur d'exemple), utilisant des techniques améliorées (brique cuite traditionnelle comme parement et mur porteur en briques légères). L'architecture d'aujourd'hui s'inspirerait de la tradition, c'est-à-dire la maison-cour. Pas de pastiche mais une architecture (esthétique et volumes) conforme à l'esprit des lieux.

Le programme inclurait marché (avec celui de la construction, bois et briques), mobilier urbain, fontaine publique, école et habitat, à construire essentiellement en zone vierge. Le marché se verrait enrichi d'installations (chambres froides et frigos) destinées à la conservation du poisson et de la viande, ceci d'après une idée de M. Saliba. Un abattoir est à prévoir en dehors de la ville, tout comme le parking pour touristes.

A part les constructions nouvelles en béton, l'habitat de Zabid a peu évolué au cours du temps. Il n'est plus tout à fait adapté aux exigences de notre temps, du moins pour les jeunes ménages. Le plan d'origine peut difficilement évoluer; il faut pouvoir ajouter cuisine, salle d'eau, placards, cage d'escalier, parfois un étage en plus. La mission des architectes consistera à combiner tradition et modernité, soit en conservant le patrimoine bâti en l'état (souci de l'authenticité, les maisons-témoins), soit en l'adaptant, soit en s'en inspirant pour la construction nouvelle. Autre mission: la reconstitution, dans la limite du possible, des paysages, perspectives et silhouettes, comme les espaces verts qui ont été, pour la plupart, en partie construits.

L'espace urbain et les environs seront repris en mains, suivant un schéma structurel léger. Parallèlement l'inventaire des unités d'habitation intéressantes pourrait être réalisé par des étudiants en architecture. Il faut arriver à une certaine quantification des biens, un ordre de grandeur suffit, il y a urgence. On s'intéressera également aux activités de l'homme par des réunions informelles. Ceci pourrait conduire au renouveau des entreprises textiles comme d'autres en perdition.

Il est urgent de montrer que l'on peut construire autre chose que des "bunkers saoudiens ou égyptiens". Par ailleurs la sauvegarde de la ville passe aussi par son développement urbain. Un signe fort doit être perçu par la population qui verra que l'on peut construire "autrement", à savoir une architecture contemporaine de qualité. Par après, la communauté internationale se mobilisera pour des opérations ponctuelles, comme la restauration de mosquées, de la citadelle et des habitations appelées à devenir des maisons-témoins.

Le rayonnement yéménite dans l'histoire doit être mis au service de la protection des sites, selon M. Eckert. Il faut encourager ceux qui entretiennent leur habitation, redécouvrir l'"intelligence de la main"; ce qui pourrait faire tache d'huile auprès des

jeunes générations. Davantage impliquer les personnes, procéder par incitations. Tout l'arrière-pays, une région qui possède beaucoup de potentialités (dattes, céréales, bananes, bétail), mérite une réhabilitation économique. On ne sauve pas Zabid sans s'intéresser à l'arrière-pays, quelque 500 000 habitants.

Toujours d'après M. Eckert, il faudrait une institution indépendante (un comité réunissant des personnalités provenant de France, d'Espagne, du Maroc, de la Tunisie et du Yémen) pour gérer Zabid et l'arrière-pays. Mais le GOPHCY reste incontournable et l'Unesco, si elle est présente in-situ, pourrait se charger de rassembler les diverses forces en présence.

La prochaine mission serait constituée d'une équipe pluridisciplinaire, à savoir entre autres un socio-économiste, un architecte, un urbaniste, un coordinateur.

Loi sur les villes historiques, un décret d'urgence

Il n'existe toujours pas de lois sur les villes historiques. D'après M. Saliba il faut commencer par la rédaction urgente d'un décret, qui détermine les limites de la protection. Sans cela, comment contrôler ce qui se passe sur le terrain? Il sera alors possible de coordonner les actions à l'intérieur d'un périmètre, qui pourrait contenir trois zones: la zone protégée, la zone semi-protégée et la zone des constructions nouvelles.

Reste le problème épineux des "bunkers saoudiens" déjà construits, on voit mal quelle autorité prendrait la décision de tous les démolir. Dans certains cas, le rachat du bien serait une solution, à condition d'offrir au propriétaire une habitation répondant à ses désirs et construite suivant les nouvelles orientations.

Par contre la loi sur les Antiquités est bien rédigée, mais inapplicable

La Banque mondiale et l'aide à la culture

Dans un premier temps la Banque mondiale avait prévu 24 millions USD pour la sauvegarde des 3 villes historiques, Sanaa, Shibam et Zabid. Par la suite on est passé à 18. Aujourd'hui, plus rien, depuis l'étude réalisée par une agence britannique (100 000 USD) et rejeté par M. Brizzi. Par contre, M. Brizzi s'est dit prêt à mettre en route, d'ici la fin de l'année, des actions pour un montant de 5 millions USD, suite au document sur la Stratégie culturelle, établi par M. Saliba et ses conseillers. Un volet "Zabid" pourrait être envisagé, grâce à ce fonds qui pourrait être géré par l'Unesco. Il parle de redynamiser les études religieuses à Zabid.

Par ailleurs la Banque finance la restauration des jardins de Sanaa et serait prête à investir dans la sauvegarde du Wadi Dohan, site culturel et naturel. Des moyens pour la culture existent à travers le Fonds social de développement. Il faut agir vite, M. Brizzi quitte le Yémen en fin d'année.

La coopération japonaise et l'équipement

On ne voit pas très bien comment intervenir. Trop d'institutions sans relations entre elles; pas de stratégie d'ensemble; pas de plans d'action; pas de cadre institutionnel. M. Yamataké serait malgré tout disposé à financer de l'équipement, à savoir des motos ou des voitures pour le personnel du GOPHCY, tout ce qui touche les espaces publics et les infrastructures (pas d'architecture), mais aussi les chambres froides (conservation de la viande et du poisson) indispensables à la réanimation du souk historique. C'est un comité qui décide directement au Japon, en fonction des demandes.

La coopération hollandaise, tourisme et culture

M. Ter Steege, directeur de l'IHS (Institut Housing Studies), devant le manque de concertation entre les autorités, se lance dans un projet appelé "Urban Cultural Heritage Strategy and Management Programme", d'un montant de 1.7 millions USD. Ce programme couvre toutes les villes historiques du Yémen, et pas seulement les trois villes inscrites sur la Liste. L'une des activités de l'IHS serait la coordination des actions. Les donateurs européens sont aussi responsables, via leur antenne dans le pays, de ce qui advient aux sites inscrits sur la Liste.

Questions. Comment intégrer le développement d'une ville historique dans son processus de croissance? Avec quel planning? Comment favoriser le développement économique? Au Yémen, dit M. Ter Steege, on n'a toujours pas défini ce qu'on entend par "monument", "ville historique", "conservation", "reconstruction". On a besoin d'un document écrit, reprenant ces définitions en langue arabe. L'ICOMOS ne pourrait-elle pas jouer un rôle, afin que la population connaisse enfin la richesse de son patrimoine?

La coopération hollandaise est prête à faire quelque chose pour Zabid; d'autres villes lui ressemblent. Mais les raisons de vivre à Zabid disparaissent; personne n'investit; la ville est mourante; le gouvernement n'a pas pris sur le secteur privé. Avant tout, c'est au gouvernement à faire un premier pas, plus particulièrement le ministère de la culture qui doit investir, tourisme et culture étant étroitement liés. Après le pétrole et le gaz, c'est le tourisme (en chute) qui apporte les devises.

La coopération hollandaise, adduction d'eau et le tout-à-l'égout

La National Water Authority a commandé à la société d'ingénierie Gitec-Dorch l'étude du tout-à-l'égout pour Zabid. Chaque maison a été numérotée, lors de l'adduction d'eau. La même numérotation pourrait être reprise pour l'inventaire et le plan d'actions. L'étude, reposant sur un riche jeu d'excellentes photos aériennes (agence de Dubaï, 20 000 USD), est à présent terminée. L'appel d'offres était en cours lorsque, pour des raisons obscures, le projet fut arrêté. Coût estimé des travaux envisagés: 4.5 millions USD.

Le tout-à-l'égout risque d'empoisonner tout le monde, sauf s'il est réalisé par étapes, englobant la remise à niveau des rues, le pavage et l'éclairage. Mais, dans un premier temps, on pourrait se limiter à la remise à niveau du sol des rues (avec drainage des maisons abandonnées et lutte contre les effondrements), suivie de la pose d'agglomérés teintés dans la masse (moins chers que les matériaux traditionnels). Les rues étant parfois fort étroites, la réalisation du tout-à-l'égout impliquerait de revoir en certains endroits le système d'adduction d'eau (chambres de visite)!

En ce qui concerne les ordures ménagères, le projet pilote "Solid Waste Management" impliquera 3 villes dont Zabid. Le volume des ordures sur un mois est facilement maîtrisable, avec son ramassage (charrette attelée), ses points de collecte et sa décharge.

La coopération technique allemande (GTZ)

Trois domaines: l'adduction d'eau et l'habitat, la formation professionnelle et les petits métiers, la santé publique.

La coopération française et le patrimoine intangible

L'expérience française au Yémen donne de bons résultats, surtout en ce qui concerne la protection du patrimoine intangible, dont les manuscrits en cours d'archivage sur ordinateur.

Le ministère de la culture

(90% du budget sert au paiement des 1500 fonctionnaires)

D'après le ministre de la culture, les mosquées historiques (avec ses terrains et ses immeubles), dépendant du ministère des biens de main morte, devraient tomber sous la tutelle du ministère de la culture. De nouvelles ressources permettraient une meilleure gestion des édifices religieux.

D'autre part il faut redynamiser le GOPHCY (General Organisation for the Preservation of Historic Cities in Yemen), lui donner une orientation claire, et davantage de moyens prélevés sur le budget de l'Etat. Le pouvoir central serait prêt à investir 2 millions USD par an, dans le meilleur des cas, mais la capacité d'absorption locale est à peine existante.

Cet organisme incontournable (150 personnes) devrait recevoir un catalogue d'actions et de mesures correctives à entreprendre, dont l'inventaire du patrimoine de Zabid. Lui donner les moyens de contrôler ce qui se fait dans la ville, avec l'aval du sous-préfet et sous la directive du pouvoir central. Mais en mai 2001, le sous-préfet était parti

en congé de convenance! La GOAM (General Organisation of Archaeology, Museums and Manuscripts) pourrait également jouer un rôle.

Enfin il est urgent de restaurer l'image du Yémen à l'étranger. M. Eckert, conseiller du CATS (Centre of Architectural Training and Studies), attend les touristes. Il prépare en effet un guide touristique (anglais et arabe), se basant sur le parcours proposé par M. Bonenfant, avec quelques variantes en plus. Ce sera l'outil indispensable à la redécouverte de la ville.

La réunion du Resthouse à Zabid (1H), propos entendus

L'architecte Al-Sayaghi, se révélant très ferme:

"Ce sont les riches (les puissants qui représentent une vingtaine de familles) qui détruisent, pas les pauvres. On ne respecte même plus les abords des mosquées. Je propose l'arrêt de toute construction nouvelle et toutes les mesures nécessaires à retrouver la salubrité publique". Lors de cette réunion, les quelque "riches" attablés se révélèrent plutôt taiseux!.

Le directeur de la sécurité (très au fait de la situation):

"Il y a ici un manque total de coordination. Toujours des plaintes, rien ne change. En ce qui concerne les permis de bâtir (souvent délivrés oralement, sans preuve écrite, contre rémunération), il faut un organisme (pas une seule personne) et une autorité capable d'appliquer la loi. On demande un équipement pour relever toute infraction. Si l'infraction est constatée, des engins doivent être amenés pour détruire ce qui a été construit dans l'illégalité. Celui qui construit après la tombée du jour serait "attrapé". Les gens d'ici ne peuvent maîtriser les techniques du béton armé et du parpaing en ciment (M. Eckert ira jusqu'à dire: le parpaing de ciment est mauvais pour la santé!). Tout ceci relèverait d'un comité sous la tutelle du gouverneur de Hodeidah.

Enfin je félicite l'Unesco pour la construction du four à briques (L'Unesco a offert une somme de 200 000 USD pour sa construction; il manquerait 2 000 USD pour le faire marcher en utilisant comme combustible le gaz)

Remarque: nous ne sommes pas en France où récemment, dans un conflit de voisinage, la Cour de cassation spécifia "l'annulation d'un permis de construire pour inobservation des règles de protection peut justifier la démolition". (Les habitants de la villa des Ternes font de la résistance, Le Figaro, 14 juin 2001)

L'architecte Saliba (n'ayant pas peur des mots):

"Vos parents vous ont laissé une ville propre. Que laissez-vous à vos enfants? (Vu la misère noire que connaissent certaines familles, des enfants sont abandonnés dans la rue, parfois recueillis par des âmes bienfaitrices). Certains, parmi vous, faisant partie de l'Association de Sauvegarde (quelque 500 membres, une ONG constituée en 2000) n'hésitent pas à défigurer la ville par des constructions inopportunes. Je demande l'arrêt

immédiat de toute construction nouvelle et la prise de mesures concernant la propreté de la ville". Un procès-verbal sera signé à l'issue de la réunion.

Réunion de MM. Saliba et Eckert avec les autorités religieuses, l'imam de Zabid et une dizaine de cheiks (enseignants, lettrés, savants)

"Les religieux ne sont pas responsables de l'état de la ville. Ils ne peuvent que constater le triste spectacle d'une ville en perdition. C'est le ministère des "waqf" qui ne retourne pas en suffisance ce qu'il reçoit des généreux donateurs. Nous ne recevons que 500 Real par mois (mois de 3 USD) pour l'entretien de la grande mosquée. Il n'y a plus de moralité! Les responsables sont les habitants eux-mêmes, pas le gouvernement ni le GOPHCY."

Quelques jours avant cette entrevue, l'imam (octogénaire) aurait eu une vision "Zabid renaissait dans ses rêves". Une vision qui n'a rien d'un délire et qui est à prendre au sérieux!

Données complémentaires

Sanaa et le Yémen

- population du Yémen: on cite le nombre de 18 à 20 millions d'habitants (pas de recensement); l'espérance de vie est de 45 ans
- population de la capitale Sanaa (2 400 m d'altitude): on parle de 2 millions d'habitants. Dans un rapport de la Banque mondiale, Sanaa risque de manquer d'eau dans 6 ans. Il faudra bientôt choisir, ou bien on réserve l'eau pour les habitants, ou bien l'eau servira à la culture du "Kat". Le manque d'eau en ville est quotidien; ceux qui ont les moyens se font livrer l'eau par camion-citerne. Une sourate d'Allah dit "A partir de l'eau, nous (Allah) avons créé tout ce qui est vivant". L'eau est en effet le bien le plus précieux sur terre. Le ministère omanais de l'environnement dispose d'un budget spécial pour l'entretien des "falaj", ingénieux système d'écoulement souterrain des eaux
- Sanaa a été proposée sur la Liste des 7 merveilles du monde
- Chaque année 40 000 étudiants sortent des universités yéménites; 30% seraient engagés par l'Administration.

Zabid, climat et histoire

Zabid connaît aussi des changements climatiques; récemment une tornade a ravagé les environs.

- Mai: mois le plus chaud, plus de 40° (avec moiteur de 7H à 22H)
- Juin: saison des vents chauds (mois le plus dur, selon les dires d'un habitant, le gardien de la mémoire de la ville, une encyclopédie vivante dont il est urgent d'enregistrer les propos)
- Juillet/août: saison des pluies
- Fin et début d'année: les bons mois, temps supportable

Ville vieille de plus d'un millénaire. Hamdâni, polygraphe et yéménite (893-971) serait le premier à avoir décrit les paysages superbes du Yémen. Ce sont les Ziyâdites (821-1012) qui édifièrent la Grande mosquée. On compte aujourd'hui 86 mosquées et quelque 2700 unités d'habitations pour une population d'environ 18 000 habitants. Ibn Battûta la visita en 1328, c'était alors la ville la plus vaste et la plus riche du Yémen

La Tihama et la nappe phréatique

Dans la Tihama existent de nombreuses bananeraies qui, grâce à l'eau et au climat, produisent des fruits tous les 20 jours (humidité et chaleur se combinant). Il ne faut qu'un an pour que l'arbre porte ses fruits, vendus pour la plupart en Arabie saoudite. Tout ceci entraîne un gaspillage d'eau; on rencontre un puits tous les 50 mètres, alors que la loi les impose tous les 500 mètres. La nappe phréatique était à 6 mètres de profondeur; elle est aujourd'hui à quelque 90 mètres; elle baisse de 3 mètres chaque année.

Quelques prix: (1 USD = 165 Real, mai 2001)

un thé pris au marché de Zabid coûte 10 Real (0.06 USD)

un petit pain coûte 5 Real (0.03 USD)

un travailleur dans les bananeraies reçoit 200 Real par jour (1.21 USD)

Extrait de la Charte de Cracovie 2000

Principes pour la conservation et la restauration du patrimoine bâti

"Un nouvel esprit"

"...Ouvrant dans l'esprit de la Charte de Venise, prenant en considération les recommandations internationales ..., à l'aube d'un nouveau millénaire, nous sommes conscients de vivre dans un cadre où les identités, dans un environnement en extension constante, deviennent plus singulières et distinctes..."

(L'identité est comprise comme la référence commune, et aux valeurs actuelles émanant d'une communauté, et aux valeurs du passé identifiées dans l'authenticité)

Rapports récents

"Zabid, patrimoine mondial", ouvrage coordonné par Paul Bonenfant, publié avec le soutien de l'Unesco, revue "Saba", éditions Amyris, Bruxelles, mai 1999

"Cultural Heritage Protection Project", Final report, vol.4, The world heritage city of Zabid, Gilmore Hankey Kirke Ltd, in association with Pan Yemen Consult Services (Rapport financé par la Banque mondiale), Sanaa 2000

"Cultural strategy of Yemen", Hadi Saliba et des experts en législation, archéologie, patrimoine intangible, artisanat, tourisme, environnement des villes, environnement naturel et communication (Rapport Unesco financé par le PNUD), Paris 2000

Table des illustrations

1. Zabid dans la plaine de la Tihama, à 20 km de la Mer rouge. La citadelle et la mosquée représentent les temps forts du paysage, vu du Sud.
2. La maison-cour, considérée comme l'une des plus originales de l'architecture domestique du monde arabe.
3. La chambre de réception et ses hôtes (mâchant le "Kat") dans la partie la plus élevée de l'habitation.
4. Façade sur cour. Seule la brique cuite de petit format autorise ce genre de décor raffiné, signe du goût et de l'aisance du propriétaire.
5. 6. La pièce de réception du rez-de-chaussée, directement accessible depuis la cour.
7. 8. L'architecture à toiture plate. Ces 10 dernières années quelque 80 à 1000 maisons (sur un total de 2700) ont été détruites et remplacées par le style "bunker saoudien".
9. Portail d'entrée d'une habitation. Rare perspective "sauvée du béton".
10. Redynamiser les entreprises textiles. Revitaliser l'économie, s'intéresser aux marchés.
11. Au fond d'une ruelle, la maison-cour se cache aux yeux du visiteur. L'une des très rares échappées, restée intacte.
12. Antennes et fers à béton s'installent dans le paysage.
13. Le four à briques, à 1 km de Zabid. Il ne fonctionne pas, par manque de moyens pour l'équipement en combustible (gaz).
14. Intérieur de la Grande mosquée (+- 1000), l'une des 86 mosquées de Zabid. L'imam reçoit 500 Real (moins de 3 USD) pour l'entretien!
15. Maisons en béton armé avec encorbellement, les fers à béton attendent la venue du 2e niveau. Traces d'effondrement de l'angle d'une habitation.
16. Une madrasa transformée en logements pour étudiants.
17. Espace public pour chèvres, aux abords d'une porte qu'i s'ouvre encore.
18. 18 à 20% du patrimoine bâti serait abandonné. Dépotoir de toute sorte. Pas de gestion communale.
19. Mur de clôture en parpaings de ciment. Les eaux usées créent leur propre chemin.

20. La salubrité publique, avant tout.
21. La grand-place! Ce que découvrent les touristes arrivant à Zabid. Une catastrophe visuelle autant qu'humaine! D'où l'urgence d'un "plan particulier d'aménagement".
22. Il y a aujourd'hui un réel défi à reprendre les choses en mains. L'Unesco peut le relever, mais pas seule.
23. Nouvelle mosquée construite à l'emplacement d'une mosquée historique, qui soi-disant ne répondait plus aux "prières" d'aujourd'hui. Destruction de l'identité yéménite.
24. Une mosquée perdue dans son environnement. La cour a été recouverte d'un toit en tôle ondulée.
25. 26. Le "bunker saoudien", suivant l'expression "colorée" de Monsieur Hadi Eckert. Sans commentaires. Le "bunker égyptien" serait plutôt le fait de Sanaa.
27. Le seul "château" de Zabid! La gestion de l'eau devient un problème majeur au Yémen.
28. L'encorbellement permet d'agrandir les espaces supérieurs, offrant une façade à redans.
29. Suite à un problème d'indivision, la maison-cour s'est vue coupée en deux. L'un des héritiers n'a pas hésité à construire dans la demi-cour!
30. Etrange voisinage, intolérable dans une ville inscrite sur la Liste du patrimoine mondial. Le résultat de 10 ans de laisser-aller.
31. Quelques rares voitures s'approchent du centre. La maison reflète l'architecture de Sanaa, un signe de la capitale en terre extérieure.
32. "Vos parents vous ont laissé une ville belle et propre. Dans quel état la laissez-vous à vos enfants?" (Propos de M. Saliba devant les autorités de la ville)
33. Environs du souk, football de table.
34. Les souks historiques. Le cœur de Zabid ne bat plus. Le réanimer, c'est s'intéresser à l'arrière-pays où vivent quelque 500 000 personnes.
35. Le nouveau marché au Nord de la ville. Lieu de détente: repos, thé, friture.
36. Le marché du Nord, à la limite du soutenable, surtout par plus de 40 degrés Celsius.
37. Le marché du Nord. La viande et le poisson sont vendus dans des conditions inacceptables. D'où l'idée de M. Saliba: la réanimation du souk historique par l'installation de chambres frigorifiques.
38. Le marché du Nord. Plus de vendeurs que d'acheteurs.

39. Le marché hebdomadaire de Al-Ouseiniah (bien tenu), à 10 km au Nord de Zabid. Un autre existe à 10 km au sud.

40. Le marché du Nord. Vente de blocs de glace qui, par leur "emboîtement", luttent contre les fortes chaleurs.

41. 42. La réunion du 21 mai au Resthouse. MM. Saliba et Eckert évoquent la dure réalité, devant un public très à l'écoute. Un: le gel des permis de construire, Deux: des mesures de salubrité publique.